



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 28 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2018**

**SOMMAIRE :**

<b>AFRIQUE</b> .....	<b>2</b>
<b>AMERIQUE - ETATS-UNIS</b> .....	<b>5</b>
<b>AMERIQUE LATINE</b> .....	<b>14</b>
<b>ASIE – PACIFIQUE</b> .....	<b>16</b>
<b>EUROPE</b> .....	<b>20</b>
<b>PROCHE &amp; MOYEN ORIENT</b> .....	<b>25</b>
<b>RUSSIE</b> .....	<b>28</b>



# AFRIQUE

## LIBYE : L'ORGANISATION ÉTAT ISLAMIQUE (EI) TOUJOURS ACTIVE.

Les exactions du 29 Octobre, faisant au moins cinq morts et dix disparus dans la région libyenne d'Al-Joufra (centre du pays) ont été revendiquées par le groupe djihadiste.

L'organisation a en effet pris le contrôle du village d'Al-Fuqaha, situé à 800 kilomètres au Sud de Tripoli, pendant plusieurs heures, lui permettant de mener à bien une série d'opérations militaires. Après avoir arrêté des «apostats» au sein de la police et de l'armée et procédé à deux exécutions publiques, les troupes djihadistes ont prit la fuite vers le sud.

L'EI profite ainsi de l'instabilité politique symptomatique de la Libye depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, qui se caractérise par l'existence de deux gouvernements. L'Est du pays, avec comme capitale Benghazi, est sous le contrôle de l'Armée nationale Libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar. Les régions de l'ouest, avec comme capitale Tripoli, sont quant à elles dominées par le gouvernement d'accord national (reconnu par l'ONU), sous la présidence de Fayez Al-Sarraj. Le sud du pays, où l'insécurité prédomine, est marqué par la présence de troupes rebelles tchadiennes et soudanaises. Ces dernières utilisent ces régions comme base arrière sans y imposer un réel contrôle étatique.

## NIGERIA : RISQUE D'ESCALADE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES CHIITES DU MOUVEMENT ISLAMIQUE DU NIGERIA.

Les forces de l'ordre nigérianes ont ouvert le feu sur des manifestants à Abuja, faisant une dizaine de morts en une semaine dans la capitale fédérale. Organisées par le Mouvement islamique du Nigeria (MIN), ces manifestations réclament la libération d'Ibrahim El-Zakzaky. Le leader du MIN, mouvement chiite réclamant l'instauration d'une république islamique, est en effet emprisonné depuis 2015 suite aux violences ayant fait entre trois et cinq cents victimes.

Alors que la liste des victimes s'allonge et que plus de 400 personnes ont été interpellées, les deux camps s'accusent réciproquement de l'ouverture des hostilités.



Le gouvernement dénonce ainsi la présence d'armes à feu et dénonce des jets de pierres et de cocktails Molotov visant les forces de l'ordre. De son côté, le MIN accuse la police d'avoir ouvert le feu sans sommation, sur une foule pacifique. Le dialogue semble impossible entre les deux entités, alors que les interpellés sont incarcérés pour « terrorisme ».

## LA MAURITANIE EXCLUE DE L'AGOA

Vendredi, le bureau du représentant américain au commerce (USTR) a annoncé que les Etats-Unis avaient l'intention de mettre fin aux avantages commerciaux dont bénéficiait la Mauritanie dans le cadre de la Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique (AGOA). En vigueur depuis 2000, la Mauritanie en est devenue l'un des bénéficiaires en 2007. Le président Donald Trump a notamment précisé que le statut commercial privilégié du pays serait révoqué en janvier, faute de progrès dans le domaine des droits de l'homme, à savoir, la question de l'esclavage. La nation ouest-africaine se verra donc privée de plusieurs avantages tels que la réduction ou la suppression des droits de douanes sur les importations en provenance des Etats-Unis et la possibilité d'exporter ses produits - principalement énergétiques - à moindres frais.

Si l'esclavage a été officiellement aboli dans le pays en 1981, sa pratique reste, dans les faits, bien trop rarement punie par la loi. Dans une lettre adressée au Congrès, D. Trump a notamment insisté sur le caractère héréditaire de ce fléau et sur la faillite du gouvernement mauritanien en matière de protection des travailleurs. D'après les estimations de la Walk Free Foundation basée en Australie, 90 000 personnes seraient toujours victimes de pratiques esclavagistes.

Une telle décision nous rappelle que l'AGOA est une des armes diplomatiques utilisées par le Pentagone pour faire pression sur les gouvernements africains. Ainsi, si le Soudan du Sud, exclu depuis 2014, n'a toujours pas été réintégré dans l'accord, le Swaziland et la Gambie, tous deux exclus la même année, sont à nouveau bénéficiaires depuis 2017.

## GABON - JEAN PING BRISE LE SILENCE DEVANT LES INCERTITUDES SUR L'ETAT DE SANTE DU PRESIDENT ALI BONGO.

Cela fait maintenant une semaine que le président gabonais est hospitalisé en Arabie Saoudite. Si les raisons d'une telle hospitalisation demeurent toujours floues, Ali Bongo souffrirait officiellement de fatigue extrême. Il s'était rendu à Riyad pour



participer à la conférence sur la Future Investment Initiative où il devait s'exprimer aux côtés d'autres dirigeants africains. Les effusions de joie devront donc attendre : le parti du président venait tout juste de remporter le second tour des élections législatives. D'après deux sources concordantes - l'une médicale, l'autre diplomatique- A. Bongo aurait été victime d'un accident vasculaire cérébral. Des responsables gouvernementaux se sont empressés de démentir l'affirmation. Le porte parole du gouvernement, Ike Ngouoni, a exhorté les citoyens à faire preuve de patience et à se protéger face à de telles déclarations qui ne seraient que tentatives de déstabilisation du pouvoir.

Il n'en fallait pas plus pour que son principal rival, Jean Ping, qui avait boycotté les législatives, brise le silence dans lequel il s'était muré six mois. Sans faire une seule fois mention de l'état de santé du président Bongo, il s'est adressé officiellement à la nation gabonaise, qu'il a invitée au «rassemblement», en faisant valoir sa « qualité de président de la République élu ».



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## CYBERCON 2018 : LA CYBERSTRATEGIE AMERICAINE SE PEAUFINE

« *Tout le monde au Département de la Défense est un cyber-soldat* » : ces mots de la directrice de la *Defense Information Systems Agency* (DISA), la vice-amirale Nancy Norton, symbolisent l'état d'esprit des responsables américains dans le domaine cyber à la *CyberCon* du 1<sup>er</sup> novembre. Cette conférence a été l'opportunité pour eux de redéfinir les lignes d'action et les moyens de la cyber-puissance américaine dans la foulée de la publication de la *Cyber Strategy* et de la *Cyber Posture Review* courant 2018.

L'enjeu actuel, selon le responsable des contre-opérations cyber de la *National Security Agency* (NSA) Dave Frederick, est de savoir quoi faire des adversaires dans cet espace de conflictualité : si les cibler (comme l'a fait la semaine dernière les Etats-Unis en prévision de l'élection de mi-mandat) est aujourd'hui privilégié et peut être une dissuasion efficace, il est pour lui avant tout nécessaire de créer des normes pour le cyberspace.

L'état d'esprit américain est donc aujourd'hui à la recherche et à la définition d'actions plus offensives. Le législateur américain semble par ailleurs aller dans ce sens puisqu'il a laissé un champ d'action large à Donald Trump. Dans ce sens, une séparation entre la NSA et le *US Cyber Command* pourrait être à l'ordre du jour, alors que ce dernier dépend encore fortement de l'agence pour ses moyens, et ce depuis sa création en 2009. Cette séparation trouverait un sens dans la singularité des missions afférentes à chaque organisme : la NSA relève plus de missions de collecte d'information, qui suppose des actions discrètes, quand l'USCC a souvent besoin d'être visibles dans le cyberspace. 2019 pourrait dès lors être un tournant dans la construction de la cyber-puissance américaine.

## PREMIERE CONNEXION DIGITALE ENTRE UN F-35 ET UN NAVIRE DE L'US NAVY

Pour la première fois, la firme Raytheon et l'*US Navy* ont réussi l'appariement digital entre un *F-35B* du *Marine Corps* et le navire amphibie *USS Wasp*. Cette



connexion est la démonstration de la capacité pour un *F-35B* de transmettre en temps réel les données tactiques recueillies aux navires à partir desquels il opère, leur conférant ainsi une meilleure appréhension de l'environnement opérationnel et renforçant l'interopérabilité.

## L'US AIR FORCE REÇOIT SA PLUS IMPORTANTE LIVRAISON DE MUNITIONS EN EUROPE DEPUIS 1999

A la mi-octobre, l'*US Air Force* en Europe a accusé réception de sa plus conséquente livraison de munitions depuis la campagne de bombardements durant la guerre du Kosovo en 1999 (opération *Allied Force*).

Ce chargement constitué d'une centaine de conteneurs de munitions variées vient augmenter les stocks pré-positionnés dont disposent les forces aériennes américaines sur les différentes bases où elles sont présentes en Europe. Cette livraison participe de la dynamique de remontée en puissance de la présence militaire américaine sur le vieux continent, ainsi que d'une volonté de renforcer la préparation opérationnelle des forces américaines. Ces munitions pourront notamment être destinées à l'*European Deterrence Initiative*, lancée par la Maison-Blanche en 2014 suite à l'annexion de la Crimée par Moscou et visant à dissuader une potentielle offensive russe. A noter enfin que cette livraison coïncide avec la tenue de l'exercice *Trident Juncture 2018*.

## DES AGENTS DU RENSEIGNEMENT CHINOIS ACCUSES D'ESPIONNAGE INDUSTRIEL

Des agents du renseignement chinois auraient collaboré entre 2010 et 2015 avec des pirates informatiques et du personnel de certaines entreprises (notamment américaines) afin d'infiltrer leurs systèmes informatiques et voler des données sur un turboréacteur utilisé par les avions de lignes commerciales.

D'après un chef d'accusation publié par le Département de la Justice américain, au moment du piratage, une entreprise aérospatiale détenue par le gouvernement chinois travaillait au développement d'un réacteur semblable. En effet, pour l'instant, les avions fabriqués en Chine utilisent des réacteurs étrangers et ce piratage pourrait permettre à la Chine de fabriquer des pièces semblables sans subir les coûts de recherche et de développement. Le chef d'accusation explique que plus d'une douzaine d'entreprises ont été visées par ce piratage mais parmi les sociétés



américaines, seule la *Capstone Turbine Corp* a été nommée. L'entreprise française *Safran*, a également été victime de ce piratage car elle travaille avec *General Electric CO* à l'élaboration des plusieurs prototypes dans le cadre de leur partenariat au sein de la coentreprise *CFM International*. Leur dernier moteur *LEAP* propulse les plus grands avions d'*Airbus* et de *Boeing* et devrait propulser le nouvel avion de ligne chinois, le *COMAC C919*. Les deux entreprises ont néanmoins refusé de faire des remarques au sujet du piratage. De son côté, le porte-parole du ministre des Affaires Étrangères chinois a affirmé que ces accusations étaient sans fondement.

Cette accusation est la troisième faite à l'encontre des renseignements chinois par le Département de la Justice depuis la fin de l'été : à la fin du mois de septembre, un ressortissant chinois s'étant enrôlé dans l'*US Army Reserve* a été arrêté à Chicago pour avoir aidé les renseignements chinois à recruter des ingénieurs et scientifiques dont certains travaillant pour des contractuels du Pentagone. Puis en octobre, le Département de la Justice a annoncé l'arrestation d'un espion au service du ministère de la Sécurité de l'État chinois pour espionnage économique et tentative de vol de secrets commerciaux.

## CHINE : LE NOUVEL ENVOYE AMERICAIN A TAIWAN REAFFIRME LE SOUTIEN DES ETATS-UNIS

Brent Christensen, diplomate en charge de la mission américaine à Taiwan, dénommée *American Institute*, a donné mercredi 31 octobre une conférence de presse à l'occasion de sa prise de fonctions. Il a affirmé que Washington réagirait à toute tentative de modifier unilatéralement et par la force le statu quo de l'île, réagissant ainsi aux menaces récurrentes émises par Pékin de reprendre Taiwan, militairement si nécessaire. Il a également souligné la volonté américaine de soutenir les candidatures de Taiwan auprès de plusieurs organisations internationales, notamment Interpol, nonobstant de vives protestations de Pékin. Il s'agit bien là d'une réaffirmation du soutien de l'administration américaine à Taipei, alors que Pékin accroît sa pression sur Taiwan suite à l'élection en 2016 du président Tsai Ing-wen, issu du parti en faveur de l'indépendance et qui a rejeté le principe dit de la Chine unique.

Brent Christensen a également déclaré entendre promouvoir la coopération bilatérale en matière de sécurité et de défense, estimant que les Etats-Unis ont « l'obligation d'aider Taiwan à maintenir une capacité d'autodéfense suffisante face à la coercition » et rappelant à ce titre la validation par l'administration américaine de deux contrats d'armement à destination de Taiwan, dont l'un portant sur la fourniture de pièces de rechange, notamment pour les *F-16* taïwanais. Ces propos corroborent



ceux de David Helvey, haut responsable du Pentagone en charge des affaires asiatiques qui avait insisté sur la nécessité pour Taiwan de moderniser ses forces armées et de disposer de capacités lui permettant de faire face à la pression chinoise, soulignant la nécessaire hausse du budget de défense taiwanais, et accusant Pékin d'éroder l'espace diplomatique de Taiwan.

Il a enfin annoncé le déplacement pour la fin de l'année de la mission diplomatique américaine dans ses nouvelles infrastructures, construites pour un montant de 255M\$, événement qui devrait fournir un prétexte à une visite de responsables politiques américains de haut niveau, ce qui serait cohérent avec le *Taiwan Travel Act* récemment signé, qui permet des échanges entre officiels de haut niveau américains et taiwanais.

Ces déclarations ne sont pas pour plaire à Pékin qui a déjà fait part vigoureusement de son opposition aux contrats d'armement signés par Washington et Taipei, ainsi qu'à la possibilité de visites diplomatiques de haut niveau, qu'elle considère comme autant de violations du principe de la Chine unique.

## COREE DU SUD : VERS UNE TRANSFORMATION DE L'ALLIANCE MILITAIRE BILATERALE

Au cours de la 50ème réunion consultative de sécurité entre les Etats-Unis et la Corée du Sud, qui a pris place au Pentagone le 31 octobre, les ministres de la Défense respectifs se sont engagés sur un ensemble de dispositions visant à transformer les modalités de l'alliance militaire bilatérale.

L'enjeu de cette évolution est de conférer une responsabilité accrue à Séoul en matière de défense nationale. Il s'agit de transférer à la Corée du Sud le contrôle opérationnel (OPCON) du commandement des forces combinées (CFC) en cas de guerre. Jusqu'ici, le commandement du CFC relevait d'un général quatre-étoiles américain. Le document signé par le Secrétaire à la Défense James Mattis et son homologue Jeong Keong-doo détermine un certain nombre de lignes directrices visant à établir les conditions d'un transfert du contrôle opérationnel du CFC à un général quatre-étoiles sud-coréen, qui sera secondé par un officier général américain. Ce document pérennise également la présence militaire américaine en Corée du Sud.

Séoul et Washington ont convenu que les capacités opérationnelles initiales des forces sud-coréennes feraient l'objet d'une évaluation dans le courant de l'année prochaine et que leurs capacités opérationnelles complètes seraient évaluées dans les années suivantes avec pour objectif l'achèvement du processus de transition du





contrôle opérationnel avant le terme du mandat de l'administration du président Moon Jae-In en 2022. Or selon certains experts, la suspension des prochains grands exercices bilatéraux risque de rendre difficile cette évaluation du niveau opérationnel des forces sud-coréennes. D'autres analystes soulignent que cette évolution obligerait Séoul à combler certaines lacunes capacitaires jusqu'ici remplies par les forces américaines, notamment en matière de capacités ISR ou de contrôle et commandement. Ainsi, des interrogations demeurent quant à la faisabilité effective de ce transfert et aux conséquences en matière d'efficacité opérationnelle pour les armées sud-coréennes en cas de conflit.

## AFGHANISTAN : INTERVIEW DU COMMANDANT DES FORCES AMERICAINES

Le général Austin Miller, commandant des forces américaines en Afghanistan a accordé à *NBC News* son premier entretien depuis qu'il a pris la tête de la mission Otan *Resolute Support* courant septembre.

Le cœur de son propos tient dans la reconnaissance de l'impossibilité d'une issue militaire au conflit qui ravage le pays depuis au moins 17 ans, mettant en exergue la nécessité d'un règlement politique du conflit. Cette position, qui n'a rien d'inédit au niveau du haut commandement militaire américain, ne l'a pas empêché de souligner l'inflexion offensive donnée aux forces américaines et afghanes sur le terrain. Il s'agit de ne pas laisser l'initiative de l'offensive aux Talibans, mais aussi d'impulser un changement d'état d'esprit alors que les pertes subies par les forces afghanes depuis le mois de mai sont historiquement élevées, selon le dernier rapport de l'Inspecteur spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR).

Le général Miller a également fait part de son pragmatisme quant à l'éventualité d'une possible réconciliation entre le gouvernement afghan et les Talibans, estimant qu'il existe des pistes, non-exemptes de risques.

## SYRIE : DEBUT DES PATROUILLES CONJOINTES AMERICANO-TURQUES A MANBIJ

En Syrie, comme annoncé depuis plusieurs semaines, soldats américains et turcs ont initié jeudi 1er novembre des patrouilles indépendantes mais coordonnées dans certaines zones entourant la ville de Manbij, au nord du pays.

L'annonce du début de ces patrouilles a été faite par Hulusi Akar, ministre de la Défense turc. L'enjeu pour les deux pays est de patrouiller le long de la ligne de



front afin de réduire le risque d'affrontement potentiel entre groupes soutenus par Washington et groupes soutenus par Ankara. Ce nouveau dispositif s'inscrit dans une feuille de route signée par les deux pays en juin autour de la question du retrait des milices kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) qui avaient largement participé à la libération de la ville.

## VERS UN BUDGET DE LA DEFENSE 2020 DE 700MDS\$

Patrick Shanahan, le Secrétaire adjoint à la Défense, a annoncé vendredi 2 novembre avoir été informé par le Ministère du Budget que le Pentagone ne pourrait dépasser la barre des 700Mds\$ pour son budget au titre de l'année fiscale 2020. Il s'agit d'une diminution d'environ 2% par rapport aux 716Mds\$ de l'année fiscale 2019 et de 4,5% par rapport au budget projeté pour 2020 (733Mds\$). Néanmoins, ce niveau de dépenses excède largement le plafond de 586Mds\$ de dépenses discrétionnaires de défense fixé par le *Budget Control Act* pour l'année fiscale 2020.

En conséquence, le Pentagone va développer deux budgets parallèles, l'un à 733Mds\$, l'autre 700Mds\$, afin de déterminer des arbitrages possibles. S'il est encore bien trop tôt pour estimer les conséquences de cette diminution en matière de missions et de programmes d'armement, il est vraisemblable que les efforts de modernisation lancés par les différentes armées s'en trouveront affectés.

## AUDIT CYBER DE GRANDE AMPLEUR POUR LE PENTAGONE

Alors que le Pentagone fait face à des cyberattaques récurrentes, le premier audit financier réalisé à l'échelle de l'ensemble du Département de la Défense, lancé depuis décembre dernier, se concentrera notamment sur l'évaluation des vulnérabilités cyber des systèmes et procédures mis en œuvre. Le Contrôleur général du Pentagone, David Norquist, a mis en garde les industriels fournissant les nombreux systèmes informatiques du Pentagone, estimant que l'audit risquait de permettre l'identification de vulnérabilités cyber, qu'il conviendrait de pallier au plus vite. Il a souligné que si de telles failles étaient identifiées, les entreprises travaillant avec le Pentagone auraient jusqu'à mars pour y remédier, date à laquelle les auditeurs effectueraient un nouveau contrôle.



## MODERNISATION DE L'US ARMY : VECTEUR DE NOUVEAUX PARTENARIATS INDUSTRIELS

Alors que jusqu'à présent, le marché américain de l'armement demeurait assez hermétique aux industriels internationaux, la priorité donnée par l'US Army à sa modernisation rapide pourrait être en train de faire changer la donne.

De fait, l'US Army a identifié six domaines technologiques prioritaires dans lesquels les efforts de modernisation devraient porter leurs fruits d'ici à 2028 alors que de tels programmes s'étalent généralement plutôt sur 10 à 20 ans. Si certains types d'équipements demeureront vraisemblablement une chasse gardée des industriels américains car considérés comme trop sensibles (radars et systèmes d'armes notamment), d'autres secteurs semblent s'ouvrir aux participations d'acteurs internationaux.

Ainsi Raytheon a annoncé son partenariat avec l'allemand Rheinmetall pour proposer le Lynx 41 dans le cadre du programme de développement d'un nouveau véhicule de combat d'infanterie (NGCV) destiné au remplacement du Bradley. Rheinmetall a en effet choisi d'offrir une grande modularité dans la configuration du véhicule, permettant à son partenaire américain d'y intégrer ses propres systèmes. De la même manière, l'américain SAIC s'est allié au singapourien ST Engineering et au belge CMI Defence pour développer un prototype de char léger à destination du programme MPF (Mobile Protected Firepower). Cette alliance affrontera l'américain General Dynamics Land Systems (avec son démonstrateur Griffin III) et l'anglais BAE Systems (avec son CV 90 conçu pour les forces terrestres suédoises).

Cette dynamique nouvelle avait déjà été initiée dans l'Army par le recours au groupe israélien Rafael pour acquérir un système de protection active pour les chars Abrams, le système Trophy; ainsi que par le choix de l'italien Leonardo DRS pour concevoir son système mobile de défense antiaérienne courte portée (SHORAD).

Elle se retrouve également dans d'autres branches des forces armées américaines, à l'instar du Marine Corps qui a choisi l'alliance entre l'anglais BAE Systems et l'italien Iveco Defence Vehicles pour développer son nouveau véhicule de combat amphibie.

De son côté, l'US Air Force a également porté son dévolu sur des industriels européens, avec l'attribution à Leonardo du programme de remplacement de l'hélicoptère Huey tandis que le suédois SAAB, en partenariat avec Boeing, a remporté le contrat massif portant sur le renouvellement de la flotte d'avions d'entraînement (programme T-X).

## TRIDENT JUNCTURE : LES MARINES S'ENTRAINENT A



## L'ASSAUT AMPHIBIE ET AERIEN

Près de 700 *Marines* ont débarqué sur les plages norvégiennes par mer et air. Et près de 800 km au nord de ce débarquement, d'autres *Marines* affûtaient leurs capacités au soutien aérien de proximité afin d'éviter au maximum les problèmes lors des frappes aériennes et s'entraînaient aux évacuations médicales dans des environnements aux températures extrêmement froides. Ces entraînements s'inscrivent dans le cadre de l'exercice *Trident Juncture* de l'OTAN dont le scénario cette année vise à répondre à une attaque contre un pays scandinave. Les *Marines* ont débarqué à bord de véhicules de débarquement à coussin d'air (*LCAC*) ainsi que de véhicules tactiques tandis que des hélicoptères *CH-53* lançaient l'assaut aérien. En tout, 700 *Marines*, 12 véhicules d'assaut amphibies, 6 véhicules blindés légers et 21 *Humvees* ont débarqué sur les plages du nord de l'Europe afin de démontrer les capacités de l'OTAN et du *Marine Corps* à se projeter rapidement dans un pays du cercle arctique si un conflit devait éclater dans la région. Les *Marines* étaient embarqués à bord de l'*USS Iwo Jima* qui transportait également le 45e *Commando Royal Marines* de l'armée britannique. Ces commandos britanniques n'ont pas participé au débarquement mais ils devraient mener un raid dans le cadre de l'exercice de l'OTAN.

## CANADA : VERS L'ACQUISITION DE NOUVELLES FREGATES ANTI-SOUS-MARINES

La Marine royale canadienne, en quête de nouveaux navires dédiés prioritairement à la lutte anti-sous-marine, a fait savoir mi-octobre que sa préférence allait au modèle *Type 26* développée par la firme anglaise *BAE Systems* pour la *Royal Navy* (en remplacement des *Type 23*).

Ce choix d'une gamme nouvelle, dont aucun navire n'a encore été produit et testé, ce qui induit un fort risque de retards et dépassements de coûts, semble traduire la détermination du Canada à se doter rapidement des moyens lui permettant de faire face au regain d'activité militaire russe dans la zone arctique.

Le Canada souhaite à terme se doter de 15 frégates pour un montant total de 60Mds\$.



## CANADA : APPEL D'OFFRE POUR REMPLACER LES *CF-18*

Le Canada a annoncé qu'il devrait accepter à compter du mois de mai prochain les réponses à son appel d'offre pour remplacer l'intégralité de sa flotte de *CF-18*. Cet appel d'offre porte sur la fourniture de 88 avions de combat, pour un montant d'environ 12Mds\$. Les avions en lice devaient être les suivants : le *F-35* de *Lockheed Martin*, le *Rafale* de *Dassault Aviation*, le *Super Hornet* de *Boeing*, l'*Eurofighter Typhoon* et le *Gripen* de *SAAB*.



# AMERIQUE LATINE

## CHILI : NOMINATION DU NOUVEAU CHEF D'ETAT-MAJOR CONJOINT

Le 26 octobre dernier, le vice-amiral de la Marine du Chili Rodrigo Alvarez a été nommé Chef de l'Etat Major Conjoint (*Jemco*) lors d'une cérémonie au *Centre Conjoint pour les Opérations de Paix*. Il est diplômé de l'Ecole Navale Arturo Prat et a intégré différentes équipes à bord de bâtiments militaires. L'Etat-Major Conjoint a pour mission d'assurer la synergie entre les armées chiliennes et travaille avec le Ministère de la Défense Nationale. Il est associé aux Commandements opérationnels Nord et Austral.

## CUBA : VISITE DU PRESIDENT BERNAL EN RUSSIE

Dans le cadre de la politique étrangère menée par le nouveau gouvernement cubain, le chef d'Etat Diaz Bernal a dénoncé une nouvelle fois l'embargo nord-américain sur l'île lors de la 73e session de l'Assemblée Générale des Nations-Unies. Surtout, il a entamé une série de déplacements à l'étranger afin de renforcer les liens entre Cuba et ses partenaires internationaux. Il est cette semaine en Russie où il échange avec le président Vladimir Poutine. Ce geste est évidemment un défi à l'encontre des Etats-Unis dans le cadre des tensions entre Washington et La Havane. Ce déplacement sera également l'occasion de renforcer les liens entre les deux Etats notamment dans les domaines politique, diplomatique, militaire et stratégique.

## HONDURAS : PROGRAMME DE FORMATION REALISE PAR LA MARINE COLOMBIENNE

La Marine colombienne va former le personnel de la Force Navale du Honduras dans le cadre de l'Accord de Coopération Maritime signé entre les deux nations. Ce programme de formation, prévu du 11 septembre au 7 décembre, illustre la bonne relation entre les deux Etats unis dans la lutte contre le narcotrafic régional et les défis sécuritaires sur place.

## MEXIQUE : VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES



## ÉTRANGERES JEAN-YVES LE DRIAN

Le ministre des Affaires Étrangères Jean-Yves Le Drian s'est rendu au Mexique du 25 au 28 octobre où il a rencontré son homologue Luis Videgaray, ministre du président Enrique Pena Nieto. Il s'est également entretenu avec les membres du futur gouvernement de Lopez Obrador qui entrera en fonction le 1er décembre prochain.



# ASIE – PACIFIQUE

## AUSTRALIE & CANADA - RATIFICATION DE L'ACCORD GLOBAL ET PROGRESSIF DE PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE

Lundi 29 octobre 2018, le Canada a annoncé la ratification de l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership, CPTPP), suivi par la ratification de l'Australie le 31 octobre 2018.

Également connu sous le nom de « TPP without the US » depuis le retrait des États-Unis en janvier 2017, le CPTPP est un accord commercial de libre-échange regroupant onze pays d'Amérique et de l'Asie Pacifique, soit 14% du PIB mondial. L'accord a déjà été ratifié par le Mexique, le Japon, Singapour et la Nouvelle-Zélande. Les autres parties au traité sont Brunei, le Chili, la Malaisie, le Pérou et le Vietnam dont la signature n'a pas encore été obtenue.

L'accord entrera en vigueur soixante jours après la signature de 6 de ses membres, soit aux environs du 1er avril 2019. Ne souhaitant pas tarder plus longtemps, le Président de la République du Vietnam a présenté une proposition de loi pour la ratification du traité devant l'Assemblée nationale vendredi 2 novembre 2018.

## SRI LANKA - CRISE POLITIQUE MARQUEE PAR LE BRUSQUE RENVOI DU PREMIER MINISTRE PAR LE PRESIDENT

Depuis le vendredi 26 octobre, date à laquelle le Président du Sri Lanka Maithripala Sirisena a démis de ses fonctions le premier ministre Ranil Wickremesingha, des manifestations ont lieu à Colombo, capitale du pays.

Selon l'avis du Président, le premier ministre n'aurait pas mené une politique suffisamment efficace pour endiguer la corruption. Il s'agirait surtout d'une manœuvre du Président pour rester au pouvoir à l'issue des élections présidentielles qui auront lieu l'année prochaine. Le Président a nommé





Mahinda Rajapakse pour remplacer Wickremesingha à la fonction de Premier ministre. Rajapakse a été président du Sri Lanka de 2005 à 2015, vaincu aux élections présidentielles grâce à l'alliance politique conclue entre Sirisena et Wickremesingha. Sous sa présidence, de nombreuses violations des droits de l'homme ont été commises. Il aurait aussi mené une politique de rapprochement de la Chine, au grand dam de son voisin indien.

A l'heure actuelle, le premier ministre démis ainsi que la communauté internationale demande au Président Sirisena que soit tenu un vote de confiance au parlement.

## CHINE/PAKISTAN - VISITE DU PREMIER MINISTRE PAKISTANAIS A PEKIN

Vendredi 2 novembre, le Premier ministre du Pakistan Imran Khan élu en août dernier est arrivé à Pékin pour une visite de cinq jours.

Confronté à un déficit budgétaire et à un déficit de son compte courant, le Premier ministre est venu négocier l'aide financière de la Chine. 60 Mds USD ont été déjà accordés sous la forme de prêts et d'investissements par Pékin à Islamabad. Un prêt de 6 Mds USD lui a aussi été récemment fait par l'Arabie Saoudite. Le Pakistan a en outre demandé un soutien financier du FMI. Les États-Unis ont vivement réagi à cette requête, arguant que si un prêt était accordé par le FMI, il ne pourrait en aucun cas servir à rembourser les emprunts chinois.

## AUSTRALIE - FACE A LA PRESSION MIGRATOIRE, LE GOUVERNEMENT RELACHE

Le jeudi 1<sup>er</sup> novembre, le gouvernement australien a annoncé qu'il évacuerait les enfants migrants et leurs familles des camps de détention de l'île de Nauru.

Alors que les tensions s'élevaient depuis quelques semaines en Australie concernant les camps de réfugiés sur l'île de Minus (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et l'île de Nauru, le Premier Ministre australien, Scott Morrison, refusait d'évacuer les migrants de l'île. De nombreux témoignages décrivaient pourtant des conditions inhumaines. Une partie de l'opinion publique australienne avait manifesté son émotion à suite au limogeage de la médecin-chef australienne des camps de Nauru il y a deux semaines pour avoir pris en photo un enfant réfugié, la population australienne. Plusieurs marches défendant la cause des réfugiés ont été organisés dans les principales villes australiennes ces derniers jours. Le choix du



gouvernement d'intervenir à Nauru et de rapatrier les enfants et leur famille intervient dans un climat plus contestataire face au gouvernement libéral de Morrison.

## COREE DU NORD - PUBLICATION D'UN RAPPORT SUR LES VIOLENCES SEXUELLES DONT SONT VICTIMES LES FEMMES

Le 1er novembre 2018, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a publié un rapport, fruit de deux ans d'enquête, sur les sévices sexuels dont semblent être victimes de nombreuses femmes en Corée du Nord.

Selon les témoignages récoltés par l'organisation, il semblerait que des violences sexuelles soient régulièrement perpétrées à l'encontre des femmes. Que ce soit dans les centres de détention ou au quotidien dans leurs déplacements pour se rendre au travail, les femmes font souvent l'objet d'abus sexuels. Bien que des sanctions pénales existent pour punir le crime de viol en Corée du Nord, les coupables jouissent souvent d'une totale impunité car il est très rare que soit donnée suite à une plainte incriminant une personne importante, comme un militaire, un policier ou un membre du parti politique.

## SOMMET INDE-JAPON : DES RELATIONS DE DEFENSE ET DE SECURITE APPROFONDIES

Le Premier ministre Narendra Modi s'est rendu en visite officielle à Tokyo du 28 au 29 octobre où il s'est entretenu avec son homologue Shinzo Abe.

Les vastes perspectives d'évolution de la relation bilatérale, présentées à l'issue de la rencontre, accordent une place particulière à la défense et à la sécurité en soulignant le lancement de la négociation d'un accord logistique permettant à l'un des alliés d'utiliser les bases militaires de l'autre (Acquisition and Cross-Servicing Agreement).

Avec un tel accord, la marine japonaise pourra s'approvisionner dans les bases navales indiennes d'Andaman et Nicobar et les vaisseaux indiens pourront utiliser les installations japonaises à Djibouti. L'Inde, qui cherche à accroître sa présence stratégique dans l'espace indopacifique, s'est déjà engagée dans une coopération opérationnelle de la sorte avec les Etats-Unis et la France à la suite de la visite d'Emmanuel Macron en mars dernier. Si la Chine n'a pas été citée, la liberté de



navigation et du respect du droit international, deux mentions ciblant traditionnellement en creux les activités maritimes chinoises, figurent bien dans le communiqué conjoint, deux jours à peine après la rencontre entre Xi Jinping et Shinzo Abe.



# EUROPE

## FRANCE - L'ASSEMBLEE NATIONALE VOTE UN BUDGET DE LA DEFENSE EN AUGMENTATION

Le vendredi 2 novembre, l'Assemblée nationale a voté le budget de la Défense, à 61 voix contre 3 dans l'hémicycle. Le ministère des Armées voit ses crédits atteindre 35,9 milliards d'euros, en hausse de 5%, avec 1,7 milliard supplémentaire par rapport à 2018. En premier lieu, ce budget 2019 servira au renouvellement des équipements à hauteur de 19,5 milliards, avec l'acquisition de 89 blindés Griffon ou encore d'un deuxième A330 Phénix de ravitaillement. 850 millions seront dédiés au financement des opérations extérieures, 758 millions aux études d'avenir comme celles sur le porte-avions du futur. Enfin, concernant les effectifs, 450 postes supplémentaires seront créés, aux deux tiers dans le renseignement et la cyber-sécurité, et les 57 millions d'euros du plan "Famille" viendront améliorer les conditions de vie des militaires.

La ministre des Armées Florence Parly a salué un effort financier, qui s'inscrit dans la perspective de long-terme de la loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2019 à 2025, votée au début de l'été. « Le PLF (projet de loi de finances) 2019 envoie un message fort, un signal clair : la remontée en puissance commence et elle commence maintenant », a déclaré la ministre des Armées, en insistant sur un « budget de reconquête, qui nous place parfaitement sur la trajectoire prévue de consacrer 2% de notre PIB à la défense d'ici 2025 ». La loi de programmation militaire prévoit une croissance des crédits militaires de 1,7 milliard par an jusqu'à 2022, puis de 3 milliards par an jusqu'à 2025 avec pour horizon des dépenses militaires équivalentes à 2% du PIB. Le budget 2019 équivaut à 1,82% du PIB.

## FRANCE : ANNONCE PAR LA CHINE DU DEVELOPPEMENT D'UN SATELLITE CAPABLE DE DETECTER LES SOUS-MARINS

Lors du salon Euronaval, la Chine a annoncé qu'elle développait un satellite capable de détecter les sous-marins en immersion, jusqu'à 500 mètres de profondeur. Il utiliserait une technologie appelée LIDAR pour *light detection and ranging* (en français : *détection et estimation de la distance par la lumière*), actuellement en plein développement, notamment dans les voitures autonomes. Concrètement, un tel satellite est une sorte de radar dont le spectre de détection utilisé se situe dans les longueurs d'ondes visibles, ou justes proches de celles-ci. Cette technologie



admet théoriquement de meilleures performances de détection que le radar ou le sonar.

Toutefois, il convient d'être prudent avec les annonces des autorités chinoises quant aux progrès réalisés par leurs armées : malgré un rattrapage rapide du retard technologique face aux grandes puissances mondiales, il n'en demeure pas moins un écart significatif, confirmé par des spécialistes comme John Chipman, directeur de l'Institut international pour les études stratégiques (IISS). D'autre part, bien que les progrès dans le développement du LIDAR entraînent des avancées majeures, il est assez incertain qu'il puisse permettre dans les prochaines années de détecter les sous-marins en immersion, notamment à cette profondeur. Pour mémoire, les sous-marins nucléaires lanceur d'engins (SNLE) français plongent à une profondeur de 300 mètres en opération. Enfin, une telle annonce rappelle celles du président américain Ronald Reagan, lorsqu'il avait lancé l'initiative de défense stratégique : même si les technologies ne sont pas mures, elles obligent un éventuel adversaire à modifier ses stratégies, et à engager des budgets supplémentaires afin de pallier les éventuels mises en échecs de ses armements.

Pour autant, les conséquences d'une telle détection constitueraient un changement stratégique majeur. En effet, la dissuasion nucléaire française s'appuie notamment sur les SNLE, emportant chacun 16 missiles M51. La crédibilité de la force océanique réside dans sa discrétion et son indétectabilité. L'on comprend aisément les effets d'une éventuelle détection en opération.

## FRANCE ET ITALIE - NAVAL GROUP ET FINCANTIERI SUR LE POINT DE FORMER UNE *JOINT-VENTURE*

Le 23 octobre dernier, Florence Parly, ministre des Armées, et Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, avec leurs homologues italiens Elisabetta Trenta et Luigi Di Maio, ont officiellement salué le rapprochement industriel et commercial opéré par Naval Group et Fincantieri.

Les deux entreprises ont annoncé la création d'une *joint-venture* dès 2019 afin de mieux répondre aux besoins des marines française et italienne, et plus largement pour gagner en importance à l'échelle internationale. Le marché visé en premier lieu est celui des bâtiments de surface.

## ESPAGNE - L'EUROFIGHTER, OPTION PRINCIPALE POUR REMPLACER LES F-18 ESPAGNOLS



Le secrétaire d'Etat à la Défense Angel Olivares a déclaré à l'occasion d'une audition devant la Commission de défense du parlement espagnol qu'il « existait une importante convergence de critères pour que le substitut [aux F-18] soit l'Eurofighter ». Le chasseur européen serait, selon les mots du secrétaire d'Etat, « une bonne transition » entre les F-18 et un avion européen de cinquième génération. La décision finale sera prise en 2019, alors que le retrait du service des F-18, basés aux Canaries, sera initié dès 2020.

L'Espagne possède déjà des Eurofighter : elle a à ce jour reçu 68 des 72 appareils qu'elle avait commandés- les quatre unités restantes étant attendues entre la fin de l'année 2018 et 2019. Alors que le ministère de la Défense semble vouloir faire du chasseur européen la colonne vertébrale de son armée de l'air - rôle actuellement dévolu aux F-18 - le secrétaire d'Etat a affirmé qu'une révision à la hausse du plafond budgétaire du programme Eurofighter espagnol serait nécessaire à cette transition.

## ROYAUME-UNI - HAUSSE DU BUDGET CONSACRE A LA DEFENSE

Le Chancelier de l'Échiquier et ex-ministre de la Défense britannique Philip Hammond a annoncé le 29 octobre une augmentation du budget alloué à la Défense d'un milliard de livres sterling (1,1 milliard d'euros).

Ces crédits devraient être en particulier destinés à trois postes : la cyberdéfense, la lutte anti-sous-marine et le programme de construction de sous-marins nucléaires de classe Dreadnought.

Au sein du Royal United Services Institute, *think tank* notamment spécialisé dans les questions de Défense, et du cabinet de conseil Ashbourne Strategic Consulting, des avis critiques se sont élevés : la Défense britannique a certes besoin de davantage de moyens, mais certains projets, tout particulièrement le programme Dreadnought qui devrait coûter *in fine* entre 4 et 20 milliards de livres –ampleur qui laisse entendre une possible des coûts - sont dénoncés comme des gouffres financiers.

## NORVEGE - REACTIONS RUSSES A L'EXERCICE DE L'OTAN *TRIDENT JUNCTURE*



Alors que les grandes manœuvres de l'exercice militaire *Trident Juncture* de l'Otan en Norvège battent leur plein depuis le 25 octobre, la Russie a annoncé son intention d'effectuer plusieurs tirs de missiles dans la région. Tout d'abord le 26 octobre, Avinor, l'agence publique norvégienne chargée du trafic aérien, s'est vue notifier par les autorités russes d'une annonce d'essais de missiles en mer de Norvège, du 1 au 3 novembre dans une zone chevauchant en partie celle où ont lieu les manœuvres de l'Alliance atlantique. Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, a réagi à ces informations, soulignant que ces tests ne changeraient pas les plans de l'Otan et qu'il comptait, dans ce cadre, sur le professionnalisme des forces russes.

Ensuite, le 30 octobre, une nouvelle Notam (message aux navigants aériens) a été reçue par Avinor, annonçant de nouveaux tirs de missiles par la marine russe, cette fois-ci dans la mer de Barents, le long des côtes du comté de Finnmark, pour les 6, 7, 8 et 9 novembre, soit à la toute fin de l'exercice *Trident Juncture*. La notification ne précise ni le type de missiles qui seront testés, ni d'où ils seront tirés.

Par ailleurs, le site d'information *The Barents Observer* rapporte que depuis le 27 octobre quatre vols de bombardiers stratégiques russes ont été observés le long des côtes de Norvège, nécessitant à chaque fois le décollage d'urgence de F-16 de l'armée norvégienne. Le ministère de la Défense russe a lui-même confirmé le 31 octobre que deux bombardiers stratégiques TU-160 avaient effectué un vol de 10 heures au-dessus de la mer de Barents et de la mer de Norvège.

## DANEMARK - L'IRAN DANS LE VISEUR DU DANEMARK ALORS QUE LES AUTORITES DANOISES ONT DEJOUÉ UN ATTENTAT SUR SON SOL

Le mardi 30 octobre, le chef de la diplomatie danoise, Anders Samuelsen, a déclaré que le Danemark avait déjoué un projet d'« attaque » sur son sol.

Selon les autorités danoises, trois membres présumés du Mouvement arabe de lutte pour la libération d'Ahvaz en étaient la cible. Ce mouvement est soupçonné d'avoir participé à un attentat contre un défilé militaire le 22 septembre à Ahvaz, en Iran, faisant 24 morts.

Le Danemark accuse l'Iran d'avoir préparé cet attentat. Selon les services de renseignements danois, un individu lié au renseignement iranien a été arrêté le 21 octobre. Le Premier ministre danois, Lars Lokke Rasmussen, a annoncé sur son compte twitter : « Il est totalement inacceptable que l'Iran ou tout autre Etat étranger fomente des assassinats sur le sol danois » et a précisé que « des mesures



contre l'Iran seraient discutées au sein de l'Union européenne ».

Comme le fait remarquer le journal *Le Monde*, l'annonce des autorités danoises rappelle celle de la France qui a accusé le renseignement iranien après avoir déjoué, le 30 juin 2018, l'attentat contre le rassemblement des Moudjahidin du peuple iranien, à Villepinte.





# PROCHE & MOYEN ORIENT

## ISRAËL : L'OLP VEUT SUSPENDRE SA COOPERATION SECURITAIRE AVEC TEL AVIV

Lundi 29 octobre, le Conseil central palestinien (PCC) - un organe de l'OLP - a autorisé l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à suspendre la reconnaissance d'Israël. Les suspensions devraient être en place jusqu'à ce qu'Israël reconnaisse l'État palestinien dans ses frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. Suite à une réunion de deux jours à Ramallah, le Conseil a déclaré que l'OLP et l'Autorité palestinienne mettraient également fin à la coordination en matière de sécurité et suspendraient les accords économiques définis dans le Protocole économique de Paris de 1994. Il a également décidé de révoquer la validité des accords d'Oslo.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avait déjà réitéré dimanche son rejet du processus de paix dirigé par les Etats-Unis au Moyen-Orient, affirmant que les Palestiniens traversent actuellement une période difficile. Abbas a également mis en garde le Hamas contre l'acceptation de tout accord appelant à la création d'un État palestinien dans la bande de Gaza, séparé de la Cisjordanie. Les remarques d'Abbas interviennent alors que l'administration Donald Trump cherche à faire avancer son initiative de paix sans l'Autorité palestinienne.

## EGYPTE : 8 NATIONS ARABES PRESENTES POUR DES EXERCICES MILITAIRES CONJOINTS

Samedi 3 novembre, huit pays arabes ont démarré des exercices militaires conjoints en Egypte, offrant un aperçu de ce à quoi pourrait ressembler la vision de l'administration Trump pour une "OTAN arabe". L'exercice militaire conjoint «Le Bouclier des Arabes 1», qui se déroulera jusqu'au 16 novembre, rassemblera des forces terrestres, aériennes, navales et spéciales originaires d'Égypte, d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du Koweït, de Bahreïn et de Jordanie. ainsi que des conseillers du Maroc et du Liban. Le Qatar ne sera toutefois pas présent, la crise se poursuivant avec ses voisins du Golfe. L'administration Trump s'est faite la championne d'une plus grande coopération militaire arabe pour lutter contre les menaces régionales telles que le terrorisme et l'Iran. Pour autant l'armée américaine ne participera pas à cet exercice.



L'Alliance stratégique pour le Moyen-Orient (MESA) - le nom de Washington pour le consortium militaire - ne sera officiellement lancée qu'en janvier au plus tôt. Le gouvernement Trump espère également voir une résolution de la crise avec le Qatar avant la formalisation de l'alliance MESA.

## IRAN : RETOUR DES SANCTIONS AMERICAINES

La communauté internationale se prépare à la reprise lundi 5 Novembre des sanctions les plus sévères imposées par les États-Unis dans le cadre de leur stratégie de «pression maximale» sur Téhéran.

Le secrétaire au Trésor, Steve Mnuchin, a insisté que les États-Unis n'hésiteraient pas à sanctionner le système de messagerie financière SWIFT basé à Bruxelles s'il ne parvenait pas à en écarter les banques iraniennes sanctionnées. Concernant les importations de pétrole iranien, Les États-Unis vont accorder huit dérogations. Mike Pompeo a souligné que les États-Unis émettaient ces dérogations uniquement parce que les pays concernés avaient démontré des réductions significatives de leurs importations de pétrole brut en provenance d'Iran, qu'ils coopéraient sur de nombreux autres fronts, et qu'ils avaient pris des mesures importantes pour parvenir à zéro importation. Deux «juridictions» bénéficiant de la dérogation mettront fin aux importations de pétrole iranien dans quelques semaines, tandis que les six autres importeront à des niveaux considérablement réduits. En effet, les États-Unis ont réussi à réduire les exportations officielles de pétrole iranien de 2,7 millions à 1,6 million de barils par jour depuis le retrait de l'accord nucléaire en mai. L'administration Barack Obama a mis trois ans à réduire les exportations de Téhéran de 1,2 million de barils par jour, tout en travaillant de concert avec les alliés des États-Unis.

## SYRIE : FRAPPES TURQUES A L'EST DE L'EUPHRATE

Le pilonnage des positions des unités de protection du peuple (YPG) sur la rive est de l'Euphrate dimanche 28 octobre est survenu deux jours seulement après que le président Recep Tayyip Erdogan a «annoncé son dernier avertissement» aux combattants kurdes syriens de se retirer de la région. Il a accusé les États-Unis de traîner des pieds pour faire appliquer l'accord organisant le retrait du groupe de la frontière turque. Ankara intensifie sa lutte contre le groupe allié des États-Unis et fait craindre un affrontement avec les forces américaines combattant aux côtés des rebelles. Les bombardements turcs près de la frontière à Kobané ont tué quatre combattants kurdes. Si les frappes venaient à se prolonger et pénétrer plus profondément dans le territoire oriental de la Syrie, elle pourrait toucher des personnels américains. Les États-Unis ont armé et entraîné les YPG dans leur



combat contre l'EI en Syrie depuis 2014 et ont maintenu environ 2 000 membres de leurs forces spéciales dans des zones contrôlées par les Kurdes. Les retards dans l'application de l'accord sur Manbij, prévoyant des patrouilles conjointes, seraient dus aux négociations sur la manière de le mettre en œuvre, y compris les règles d'engagement pour les patrouilles de la ville et les emplacements des patrouilles.



# RUSSIE

## INQUIETUDES DE L'OTAN FACE A MILITARISATION DE KALININGRAD

L'enclave russe de Kaliningrad, espace stratégique frontalier des Etats baltes et de la Pologne, fait l'objet d'une forte militarisation. Des images satellites ont en effet révélé plusieurs changements de taille. Premièrement, il semblerait que les Russes aient fortifié un bunker et entamé la construction d'une quarantaine d'autres installations similaires. Les images témoignent également de la modernisation de la base aérienne de Chkalovsk comprenant la construction d'une nouvelle voie ferrée et l'installation d'un système d'atterrissage permettant aux aéronefs de se poser par mauvais temps. Enfin, la base de Chernyakhosk a reçu des missiles 9K720 Iskander à capacité nucléaire. Ces missiles balistiques à courte portée constituent l'amélioration la plus dangereuse car ils contribuent à renforcer la stratégie russe de déni d'accès de la zone, fragilisant significativement les Etats Baltes, pris en étau entre Kaliningrad, la Biélorussie et la Russie. A ce stade, il semble donc que les Russes veuillent augmenter leur capacité de résistance ainsi que leur puissance aérienne dans la région. L'exercice militaire de grande ampleur Trident Juncture 2018 en cours en Scandinavie inclut des scénarios impliquant Kaliningrad.

## 29 OCTOBRE : LES MOSCOVITES COMMEMORENT LES VICTIMES DE LA TERREUR STALINIENNE

Depuis 12 ans, les Moscovites se recueillent la veille de la Journée des victimes de la terreur politique (30 octobre) instaurée par l'ancien Président Boris Eltsine en 1991.

Les habitants de la capitale russe ont pris l'habitude de se rassembler devant le monument aux victimes des répressions staliniennes, situé dans le centre de Moscou, devant les anciens locaux du KGB. Le monument est appelé "la pierre des Solovski". Les îles Solovski sont situées au Nord du pays et c'est là où se situait dans les années 1930 un des plus grands camps de prisonniers politiques du pays. Les Moscovites, chaque année, y déposent des fleurs et des bougies. Ils sont même invités à prendre la parole pour énumérer le nom des victimes (40 000 rien que pour Moscou).

Ce rassemblement est organisé par l'association de défense des droits de l'homme, "Mémorial" qui se donne pour objectif de transmettre l'histoire des purges de



l'époque stalinienne.

Les autorités russes, dans un premier temps, ont essayé d'empêcher la cérémonie d'avoir lieu avant de se raviser. Des milliers de personnes ont donc pu se recueillir devant la pierre des Solovski en souvenir des nombreuses victimes de la Grande Terreur.

La Grande Terreur aurait connu son apogée à la fin des années 1930 et aurait fait plus de 20 millions de morts en comptant les victimes du Goulag, la famine dans les territoires ukrainiens et les exécutions de masse. Selon, un sondage de l'Institut proche du Kremlin Vtsiom qui date du mois dernier, environ la moitié des Russes âgés entre 18 et 24 ans n'auraient pas entendu parler des répressions staliniennes. Ces résultats montrent la volonté du pouvoir de réhabiliter les figures de l'Union soviétique notamment en gommant ces événements meurtriers des pages des programmes scolaires.

## TRIDENT JUNCTURE : UN AVION RUSSE S'INVITE AUX MANŒUVRES OTANIENNES EN NORVEGE

Un avion de patrouille Tupolev TU-142 de la marine russe a survolé un navire amiral de l'US Navy, l'USS Mount Whitney pendant les exercices militaires de l'OTAN en Norvège baptisés « Trident Juncture 18 ». On peut interpréter l'apparition de cet appareil de patrouille comme une provocation en réponse aux manœuvres otaniennes d'envergure. Celles-ci sont considérées comme les plus grandes depuis la Guerre froide, puisqu'elles engagent environ 50 000 hommes, 250 avions et 65 bâtiments de marine.

Les militaires présents à bord du navire ont pu observer l'avion à l'œil-nu pour la première fois. Le quadrimoteur datant de l'époque soviétique a un long rayon d'action et est d'habitude détecté sur des écrans-radars.

Le colonel britannique Garth Manger, chargé des questions opérationnelles à bord du navire amiral américain a tout de suite minimisé l'accident « Ils nous ont à l'œil et on les a l'œil » a-t-il ainsi déclaré. Les propos de l'amiral britannique Guy Robinson vont eux aussi dans ce sens : « Évidemment, on suit de près. Mais tout ce qu'on voit au cours de cet exercice, c'est qu'ils se comportent de manière professionnelle et sans poser de danger. »





## NOTRE EQUIPE :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Camille De La Rochère, Matthieu de Ramecourt

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Margaux Martin-Péridier

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gäüzère-Mazauric, Paul Marion, Gustav Abolgassemi

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpou

**RUSSIE** : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud